

**6 Société et Culture**

**Gabon-Unicef/Lancement du processus de réalisation du bulletin des indicateurs de protection de l'enfant**

**Un nouvel instrument de collecte des données**

P.M.M  
Libreville/Gabon

**LES** questions de protection des droits de l'enfant étaient au centre des échanges, hier, entre Stephan Grieb, Représentant du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et les acteurs de la protection des droits de l'enfant.

Les deux parties ont procédé au lancement du bulletin 2019 de la matrice nationale des indicateurs de protection de l'enfant. Un nouvel instrument de 100 indicateurs qui devrait désormais leur permettre de collecter toutes les données relatives à la situation des enfants au Gabon, d'évaluer l'échelle de vulnérabilité des orphelins et autres enfants vulnérables (OEV), mais surtout d'appréhender l'ampleur des défis auxquels ils font face, tout en guidant les



Photo : Prissilla Mousavou Moufity



Photo : Prissilla Mousavou Moufity

Les officiels dont Stephan Grieb, représentant de l'Unicef au Gabon (g) lors du lancement, hier, du processus de la matrice nationale des indicateurs sur la protection de l'enfant. Photo de droite : Vue partielle de l'assistance.

interventions. Toute chose qu'on peut alors considérer comme une innovation, une nouvelle stratégie de collecte de données sur cette tranche de la population. Au Gabon, en effet, la promotion et la protection des OEV se heurtent à divers obstacles. Entre autres, la lourdeur administrative dans la production

des données statistiques, l'existence de certaines dispositions juridiques non favorables à la protection de l'enfant. C'est fort de ce constat qu'a été mise en place cette nouvelle matrice des indicateurs de protection de l'enfant, qui va sans doute faciliter la collecte des informations sur les phénomènes sociaux, culturels et éco-

nomiques, qui l'ont affecté ces dernières années. Selon le Représentant de l'Unicef au Gabon, " la collecte des données sur la situation de l'enfant serait une stratégie clef du programme de coopération Gabon-Unicef. En ce qu'elle aide à comprendre les problématiques et défis qu'affrontent les enfants, ainsi qu'à affiner la planifi-

cation et la mise en œuvre et à orienter le plaidoyer. Aussi, l'exercice de collecte de données, effectué avec précision, peut donner la validité nécessaire aux données qui décriront mieux la magnitude des problèmes qui affectent les filles et les garçons des neuf provinces du Gabon ", a souligné Stephan Grieb. À noter que le nouvel outil

mis hier à la disposition des acteurs de la protection de l'enfance fait, entre autres, partie des mesures adoptées par le Gouvernement gabonais et son partenaire l'Unicef, dans le sens de la promotion et la protection des droits des enfants au Gabon. Il ne reste plus qu'aux acteurs de la société civile de se l'approprier.

**Éducation/ONG Malachie/Campagne de sensibilisation à la santé sexuelle et de la reproduction**

**Privilégier d'abord les études**

SCOM  
Libreville/Gabon

" **LES** études d'abord, le sexe après ". C'est le thème de la campagne que les membres de l'Organisation non gouvernementale (Ong) Malachie ont entamé, le 17 mai dernier, par le collège Louis Bigmann d'Akanda, à l'endroit des apprenants des établissements scolaires de Libreville et de l'arrière-pays.

Deuxième étape, cette semaine: le collège d'Avorombam. Si l'activité cible particulièrement les élèves de 6e jusqu'en 3e, le corps enseignant n'est cependant pas en reste. Cette campagne de sensibilisa-



Photo : DR

La secrétaire générale de Malachie, Joannie Mahinou, lors de son propos.

tion sur la santé sexuelle de la reproduction vise à informer les jeunes et la population dans son ensemble de leurs droits en la matière. À susciter des changements de comporte-

ments, à travers une prise de conscience des élèves. Former des pairs éducateurs en santé sexuelle reproductive, impliquer les parents d'élèves, les enseignants, les autorités sa-



Photo : DR

Vue partielle des élèves du lycée Louis Bigmann d'Akanda et du staff d'encadrement à l'écoute.

nitaires et sociales pour la promotion de l'éducation sexuelle. " Il s'agit, en somme, de sensibiliser les apprenants aux VIH/Sida, maladies sexuellement transmis-

sibles (MST) et au planning familial ", a indiqué Joannie Mahinou, secrétaire générale de Malachie. Pour elle, " les questions de santé sexuelle reproductive constituent un enjeu ma-

jeur, d'autant que les jeunes prennent parfois des décisions susceptibles de mettre en péril leur avenir. En s'exposant, notamment, aux rapports sexuels précoces, aux infections sexuellement transmissibles (IST) et aux grossesses non désirées." Aussi, l'ONG se propose-t-elle d'accompagner les élèves, particulièrement les jeunes filles, dans le domaine des Droits de la santé sexuelle et reproductive (DSSR). Pour une meilleure atteinte des objectifs, les promoteurs du projet entendent donc accorder une attention particulière aux rôles dévolus aux parents, aux enseignants et autres responsables d'établissements scolaires.

**Vie des syndicats**

**Le Cappe sensibilise à la nécessité de dialoguer avec l'Etat-employeur**

LLIM  
Libreville/Gabon

**LE** Congrès des agents publics, parapublics et privés de l'État (Cappe) a initié depuis deux semaines des rencontres intersyndicales des administrations. Lundi dernier, c'était le tour des ministères de la Culture et du Tourisme.

Le but de ces campagnes est, selon le président de l'Union syndicale des enseignants du Gabon (Useg) et du Cappe, Emmanuel Mve Mba, d'inviter l'ensemble des syndicats à se rendre

au dialogue social annoncé par le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, lors de sa rencontre avec les partenaires sociaux. " Pour mieux défendre les intérêts des travailleurs, les syndicats gagneraient à discuter avec leur employeur qui est l'État", a insisté M. Mve Mba.

Dans la foulée, il a fait état de quelques propositions de revendications à émettre lors de ces assises, à savoir: l'élaboration des statistiques de la Main-d'œuvre non permanente de tous les départements ministériels, le recensement avec implication des



Photo : LLIM

Le président de l'Useg et du Cappe, Emmanuel Mvé Mba (g) lors d'une précédente étape.

partenaires sociaux à tous les niveaux, à Libreville

comme à l'intérieur du pays, l'arrimage de la pen-

sion-retraite au Nouveau système de rémunération, la régularisation des situations administratives et financières, les statistiques de régulation des situations des agents administratifs (reclassement après stage, avancement automatique), l'état d'immatriculation à la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS) de tous les agents administratifs, le paiement et l'arrimage de la prime scolaire des enfants âgés de 3 ans, la dissolution de l'Agence des bourses du Gabon pouvant aboutir à la création de la commission de

cialité des bourses et stages, avec l'implication des partenaires sociaux. Ainsi que l'annulation du décret 404, et bien d'autres propositions dont la révision tripartite des différents textes régissant notre système de protection sociale. Ces préalables seraient, selon le président du Cappe, à considérer lors des négociations, afin de ramener un apaisement au sein des administrations gabonaises. Toutefois, a-t-il indiqué, si ces points ne sont pas pris en compte, le Cappe se retirera des négociations avant leur terme.